

qui a acheté la première, et qu'il était actionnaire de ce journal. Je n'ai jamais entendu dire qu'il possédait des actions en fidéicommiss. Je suis heureux d'apprendre qu'il est exempt de retirer un profit de l'impression du rapport géologique.

J'avais aussi entendu dire que l'honorable ministre de la Justice avait été actionnaire du journal. Je ne les en blâme pas, car j'aimerais l'être moi-même. C'est un journal bien conduit, qui a un grand patronage commercial, et il a sans doute aussi une bonne part du patronage du gouvernement. Comme journal de parti, il n'a pas son supérieur—excepté le *Globe*.

M. BOWELL—Je crois que le maître-général des Postes doit être reconnaissant de l'occasion qui lui a été offerte de se disculper à ce sujet. Tout en convenant avec lui que personne n'a le droit de s'immiscer dans ses affaires personnelles, cela cesse d'être une affaire particulière si un ministre d'Etat est intéressé dans un établissement auquel le gouvernement donne son patronage et duquel il peut tirer de grands bénéfices. Il y a des affaires dans lesquelles un ministre d'Etat peut être intéressé sans que la Chambre ait le droit de s'en occuper; mais elle a le droit de s'enquérir si une rumeur comme celle-ci est fondée ou non.

Le ministre de la Justice doit aussi être reconnaissant d'avoir pu corriger la fausse impression qui existait dans le public. On sait qu'après la dernière session du Parlement, un ministre a été obligé de remettre son mandat parce qu'il était intéressé dans des transactions de ce genre, et le résultat fut qu'il a été rejeté par le peuple.

En réponse à M. DOMVILLE—

M. MILLS dit que la commission géologique n'espère pas pouvoir faire d'explorations dans le district islandais cette année.

M. MITCHELL—L'honorable député d'Hastings-Nord me remet une note d'après laquelle il avertit que les exposés financiers ont coûté, en 1874, 75, 76 et 77, la somme totale de \$3,110.91, mais je ne puis croire que cela soit exact, car en 1875, le coût en a été de \$433.15; en 1876, \$1,331.35; et en 1877, \$750.92.

M. MITCHELL

LE PRESIDENT—L'honorable monsieur est hors d'ordre.

M. MITCHELL—Je ne puis croire que le gouvernement ait gaspillé \$3,000 pour publier des discours financiers. Mais je parlerai de cela une autre fois.

M. LANGEVIN—Il est question d'un certain nombre d'avances. Je désirerais savoir comment et pourquoi elles ont été faites.

M. MILLS—Ces avances ont été faites aux géologues lorsqu'ils partaient pour leurs expéditions. Ils sont tous obligés de partir pour la scène de leurs travaux de l'année courante avant le 1er juillet; et c'est pour cela que ces avances leur sont faites.

M. MITCHELL—Je demanderai pourquoi le gouvernement insiste à ce que cet ouvrage soit fait à Montréal, lorsqu'il pourrait l'être à bien meilleur marché à Ottawa? La seule raison que l'on donne est qu'il peut être surveillé de plus près par les membres de la Commission à Montréal; mais pourquoi ne pas transférer le département de Montréal ici, comme on l'a suggéré l'année dernière?

J'aimerais aussi avoir quelques explications à propos d'une dépense faite au sujet de débris organiques.

M. MILLS—Je dois renvoyer l'honorable monsieur à la page 37 de mon rapport pour des renseignements à propos de l'ouvrage fait par M. Whiteaves, qui prépare un livre sur la paléontologie du pays, dans lequel il fera connaître les débris organiques que l'on trouve dans les différents assises géologiques du Canada, et surtout de la Colombie-Britannique.

M. MITCHELL—Je remarque qu'il a été payé \$3,942 pour l'envoi d'échantillons à l'Exposition de Philadelphie, et cela me paraît être une somme énorme.

M. MILLS—Je crois que le coût total s'est élevé à près de \$10,000.

M. BUNSTER—Malgré tout l'argent voté pour les explorations géologiques, la Colombie-Britannique est complètement négligée sous ce rapport. Je suis certain que si le gouvernement s'occupait un peu plus de cette province, l'affluence de la population ferait plus que compenser la dépense.